

lorsque ses chefs prennent des décisions et donnent des directives qui sont néfastes, dont l'entreposage d'armes nucléaires au pays.

Puisqu'il faut revenir à la question des armes nucléaires, monsieur le président, nous allons jeter un coup d'œil sur la situation qui existe aujourd'hui.

Le chef de l'opposition est contre les armes nucléaires, il le déclare sans aucune hésitation, il l'a toujours été.

Quant au gouvernement, ce dernier déclare qu'il était opposé aux armes nucléaires, mais qu'il lui a fallu faire honneur aux engagements pris par le parti conservateur lorsqu'il était au pouvoir.

En plus de ces deux partis, il y a le NPD, le parti du Crédit social, et le groupe caouettiste qui sont là et se demandent: Mais où est la vérité dans tout cela? Vous avez ici le NPD qui, à un moment donné, a dit: Mais produisez-nous donc les engagements du parti conservateur, et là nous saurons si vous êtes responsables oui ou non!

A ce moment-là, on ne nous a rien refusé; le ministre de la Défense nationale a dit: «Très bien, nous allons les produire»... non, je crois que c'est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a dit cela, plutôt: «Nous allons les produire; évidemment, il y a certains secrets d'État qu'on ne peut vous dévoiler, mais nous allons vous donner ce que l'on peut sur ce sujet».

Mais à ce moment-là, le parti conservateur n'était plus intéressé du tout. «Ah! non. Donnez tout ou rien; cela peut être «discriminatoire».

Mais nous, monsieur le président, qui représentons le peuple à la Chambre, nous vous le demandons au nom du peuple. Le peuple sait-il, aujourd'hui, pourquoi le pays possède des armes nucléaires? Il ne le sait pas. Secret d'État! Le peuple ne le saura jamais. Et pourtant c'est lui qui vote. Et ainsi, nous retournerons tous devant le peuple aux prochaines élections, tous les députés de la Chambre, à quelque parti qu'ils appartiennent, pour lui dire: «Élisez-nous, faites-nous confiance.» Mais quand il s'agit de prendre des décisions importantes, condamnées par le peuple, on ne craint pas le peuple, on lui dit: Ce sont des secrets d'État.

Notre parti du Crédit social, qui siège à la Chambre des communes, s'est battu pendant deux ans pour que la Chambre forme un comité sur la défense nationale. Je suis très bien au courant que notre chef disait: «Pourquoi s'aventurer prématurément dans des «non, non, non» et des «oui, oui, oui»? Il disait: «Faisons confiance au comité sur la défense, lequel obtiendra tous les renseignements nécessaires, et ensuite il nous en fera rapport.»

[M. Girouard.]

L'avons-nous eu jusqu'à maintenant ce rapport du comité sur la défense? Tout ce que nous avons pu savoir du comité sur la défense, ce n'est que ce que les journalistes ont écrit la veille dans les journaux. Nous n'avons jamais su ce que nous voulions savoir. Est-ce que, oui ou non, les conservateurs avaient pris des engagements relativement aux armes nucléaires? On ne l'a jamais su. Si un jour on pouvait le savoir, cela expliquerait peut-être l'attitude actuelle du gouvernement.

Je vous le répète, monsieur le président, le peuple est las d'être dans l'ignorance sur ce sujet d'importance. Je dois démentir ce que mon honorable ami du comté de Lotbinière disait au cours de la campagne électorale: «Il est évident que les gens de la province de Québec savent que le chef du parti libéral ne s'est pas engagé à avoir des armes nucléaires», mais je sais très bien, sans être allé dans le comté de Lotbinière durant la campagne électorale, que la plupart des députés libéraux du Québec disaient: «Mes chers amis, vous savez que M. Pearson est un grand homme, il a obtenu le Prix Nobel de la paix, il a dit que nous aurions des armes nucléaires, mais vous savez bien que ce n'est qu'en cas d'urgence.»

D'ailleurs, il y en a qui sont allés plus loin que cela, et j'aimerais bien que le député de Drummond-Arthabaska (M. Pépin) ...

M. Choquette: Monsieur le président, je pose la question de privilège. Ce que dit l'honorable député de Labelle est inexact. J'ai affirmé, dans le comté de Lotbinière, que l'attitude de notre premier ministre est ce qu'elle est aujourd'hui, et j'ai été élu avec une majorité telle que le candidat créditiste a perdu son dépôt. La population du comté de Lotbinière a appuyé les déclarations du parti libéral. Essayez donc de prétendre le contraire!

M. Girouard: Monsieur le président, j'accepte la parole du député de Lotbinière, et je lui dis que s'il a été élu de la manière qu'il prétend, ça devait vraiment faire pitié les candidats des trois autres partis dans son comté.

Monsieur le président, nous devons revenir maintenant au sous-amendement actuellement à l'étude. Je tiens à le lire de nouveau à la Chambre:

Je propose, appuyé par M. Gilles Grégoire,...

Voici le sous-amendement:

En acceptant servilement l'entreposage d'armes nucléaires sur le territoire de l'État du Québec, malgré les protestations énergiques des autorités civiles et municipales du Québec, des sociétés nationales et des clubs sociaux, des unions ouvrières et agricoles, ainsi que des députés fédéraux du Québec de quelque parti qu'ils soient.